

Militant

Lettre de Liaison N° 76 du 11 octobre 2009

Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire. Jean Jaurès.

Sommaire :

Après le référendum sur la poste.

Communiqués du Front de Gauche, du PS, du NPA.

Leurs morales et la notre.

Dans toute l'Europe, la même tendance.

Marek Edelman.

Sur Lin Xiling.

* * * *

Après le référendum sur la poste.

Nous reproduisons ci-dessous le communiqué du Front de Gauche, celui du Parti socialiste, la première réaction du NPA et un communiqué d'Olivier Besancenot, suite au vote populaire de 2.100.000 personnes contre le projet de privatisation de la poste.

Deux questions très simples se posent après ce succès.

D'abord, que faut-il réclamer ? Que Sarkozy veuille bien faire un référendum dans des termes choisis par lui ? Les gens qui sont allés exprimer ce vote ont les idées tout à fait claires : ils ont ôté, à supposer qu'elle en ait eu, toute légitimité au projet de loi du gouvernement. La question est donc d'en exiger le **RETRAIT**, purement et simplement.

"Retrait" est pourtant le mot qui manque dans TOUS les communiqués ci-dessous, sauf dans l'article diffusé par le NPA, qui n'est pas une déclaration officielle (et on ne le trouve plus dans le communiqué d'Olivier Besancenot).

Ensuite, comment peut-on y arriver ? Hé bien c'est à partir du 2 novembre -une information que ne donnent aucun des textes ci-dessous ! - que commence le débat parlementaire sur ce projet de loi. Alors il faudrait organiser une manifestation nationale. Les 2 millions et 100 000 personnes qui ont voté NON et d'autres seraient capables de manifester tous ensemble, à l'Élysée comme l'évoque O. Besancenot qui ne propose cependant pas d'organiser concrètement quoi que ce soit, et au Parlement.

Il y a là la possibilité démontrée d'infliger une défaite à ce gouvernement, démontrée par le succès même d'une initiative prise par les syndicats et les partis de gauche. Alors ?

Communiqué du Front de Gauche

(Parti Communiste Français – Parti de Gauche – Gauche Unitaire)

Ce samedi 3 octobre se situe à la fin d'une longue semaine de mobilisation partout en France pour la défense du service public postal et la mise en échec de l'objectif gouvernemental de transformer la Poste en société anonyme afin de permettre sa privatisation.

La transformation de l'établissement public industriel et commercial « La Poste » en société anonyme prévue par le gouvernement déboucherait de fait sur une privatisation. Quoi qu'en dise le ministre de l'Industrie, l'ouverture annoncée du capital qui suivrait immédiatement la création de la société anonyme « La Poste » se traduirait par l'entrée de fonds privés dans l'entreprise.

La promesse non tenue de Sarkozy qui avait déclaré qu'EDF GDF resterait 100% public, éclaire la fiabilité des promesses de la droite. Et la situation dramatique des salariés de France Télécom montre les conséquences inhumaines des politiques libérales qui soumettent les êtres humains au rouleau compresseur de la course au profit. D'autres secteurs publics sont menacés, c'est pourquoi défendre aujourd'hui La Poste, c'est défendre le service public tout entier.

Le changement de statut de La Poste n'a pourtant rien d'obligatoire : c'est le résultat du zèle du gouvernement qui souhaite anticiper la libéralisation totale des services postaux en cohérence avec les négociations relatives à l'Accord général sur le commerce et les services, les directives européennes de libéralisations et le traité de Lisbonne promu par Nicolas Sarkozy. Comme nous nous y sommes engagés dans la récente campagne européenne, nous combattons ces directives libérales et plus généralement le traité de Lisbonne qui les renforce. Ce traité antidémocratique contrevient à l'intérêt général et nous n'aurons de cesse de combattre sa ratification et son application éventuelle.

Pour les organisations du Front de Gauche, l'avenir de La Poste appartient aux citoyens. La Poste est à eux, c'est à eux de décider de son avenir et de son fonctionnement en liaison avec les élu-e-s et les salarié-e-s. C'est pourquoi, aux côtés des syndicats, partis de gauche, associations et citoyens, le Front de Gauche a mené campagne depuis de longues semaines pour permettre la réussite populaire, citoyenne et militante de la « votation citoyenne ».

Fort de cette réussite et de l'action populaire contre cette « privatisation », nous continuerons à soutenir les mobilisations des salariés de la poste et des usagers et à exiger

un référendum sur cette question.

Communiqué du Bureau National du PS.

Le Bureau national du Parti socialiste se réjouit de l'ampleur de la mobilisation citoyenne pour sauvegarder le service public postal. Le comité national d'organisation de la votation citoyenne en a annoncé Lundi 5 octobre 2009 les résultats : 2 123 000 votants, 90% contre le projet de changement de statut et la transformation de l'établissement public en société anonyme.

Les Français ont montré leur attachement à La Poste, symbole fort du service public, garant des valeurs d'égalité et de solidarité.

Le projet du gouvernement ne porte aucune perspective de développement de l'entreprise. Il ne répond en rien aux besoins de la population, ni aux besoins financiers nécessaires à un établissement public ambitieux. Rien ne justifie ce changement de statut, ni les directives européennes, ni les règlements. En choisissant de transformer la Poste en société anonyme, ouvrant la voie à une privatisation rampante, la Droite fait un choix idéologique, le même que pour France Telecom transformé en SA en 1996 (Juppé), et pour Gaz de France en 2007. A l'époque, Nicolas SARKOZY avait pourtant assuré que GDF resterait public. Devant son manque de crédibilité sur le sujet, nous ne pouvons donc être que très réservés sur le projet gouvernemental.

Le Parti socialiste souhaite renforcer le service public postal en approfondissant sa nécessaire modernisation, pour le rendre encore plus efficace. La rentabilité financière ne peut être l'unique critère de réforme.

Face à cet enjeu industriel, économique et social, les Français doivent être consultés. Le Parti socialiste demande donc au gouvernement d'organiser un référendum sur le sujet. Les parlementaires socialistes vont donc déposer un projet de loi sur le sujet qui sera examiné à l'Assemblée Nationale le 15 octobre prochain..

Le gouvernement ne peut ignorer l'expression de 2 193 000 français, de l'ensemble des syndicats, des forces politiques de progrès, de la mobilisation de milliers d'élus de toutes sensibilités.

Le Parti socialiste s'inquiète de l'aveuglement du gouvernement, condamne les propos méprisants de ses porte-parole et lui demande d'entendre les citoyens en les consultant directement par referendum sur un projet qui engage l'avenir d'un service public auquel les Français ont clairement indiqué leur attachement en participant massivement à la Votation citoyenne de la semaine passée. Les Français doivent être entendus.

Le Parti socialiste participera aux initiatives du comité national. Il mobilisera l'ensemble de ses adhérents à travers une campagne nationale dans l'objectif d'obtenir ce

référendum.

Première réaction du NPA.

L'impressionnant succès de la votation est un encouragement pour les luttes à venir.

Après succès populaire dû au travail et à l'action engagés sur l'ensemble du territoire par les comités locaux et départementaux relayant le Comité national pour la défense de la Poste (10 000 points de vote et 2,2 millions de participants), le gouvernement ne peut plus ignorer l'attachement de la population aux services publics et en particulier à la poste.

Le président de La Poste avait annoncé que l'ouverture du capital engendrerait un changement de statut, mais que sur le fond rien ne changerait ni pour les agents ni pour les populations. La votation a été l'occasion d'expliquer largement aux usagers et aux postiers que la privatisation aurait comme conséquences des licenciements pour les uns et des hausses de tarifs pour tous. Exactement ce que chacun subit déjà quotidiennement du fait des privatisations déjà engagées à France Télécom ou à EDF.

Après la grève du 22 septembre, qui a été aussi réussie que celle du 23 septembre 2008, la votation est un point d'appui supplémentaire et il est nécessaire de s'en servir pour faire monter la pression. Parmi toutes les solutions avancées pour prolonger le mouvement, celle d'une grève reconductible de l'ensemble des postiers reste nécessaire.

La mobilisation doit avoir pour objectif à la fois le retrait pur et simple du projet et la bataille contre les suppressions d'emplois, l'augmentation de la charge de travail et les salaires de misère.

Cette votation peut donner l'envie aux postiers de se battre. Car maintenant, ils savent qu'ils ne sont pas seuls : 2,2 millions d'usagers au moins sont derrière eux !

Le Comité national, auquel le NPA participe, aura à prendre des décisions sur plusieurs actions. L'organisation d'une manifestation nationale qui aurait lieu au moment de la discussion de la loi au Sénat permettrait de rassembler un maximum de forces opposées au projet du gouvernement, postiers et usagers. C'est une bonne manière d'encourager les postiers à se lancer dans la grève.

Nous devons investir le domaine où nous sommes le plus forts : celui de la lutte sur le terrain. Les collectifs locaux doivent préparer cette manifestation nationale mais aussi soutenir les luttes que mènent déjà les postiers contre les réorganisations. SUD-PTT s'est déjà positionné en faveur d'une grève reconductible des postiers, qui aura d'autant plus de poids si les collectifs la soutiennent.

Au-delà de ces deux possibilités, il ne faut pas relâcher la vigilance, maintenir la pression et veiller à ne pas dilapider l'acquis, d'où la nécessité de continuer la mobilisation. Le

délai est court entre la programmation de la loi au Parlement, prévue pour la mi-octobre, mais pas encore inscrite à l'ordre du jour, et l'action à engager !
Simon et Pedro Cine (repris du site du NPA)

Communiqué d'O.Besancenot.

Impressionnant. La votation citoyenne contre la privatisation de la poste est un vrai succès. Plus de 2 millions de votants, c'est beaucoup, c'est au-delà des prévisions les plus optimistes et ça regonfle le moral.

D'abord celui des postiers qui reçoivent un net soutien à leur action. Mais c'est bon pour tout le monde. Cela montre que la contestation, le mécontentement sont bien présents.

Il est de la responsabilité de toute la gauche syndicale, associative et politique, sans sectarisme et sans exclusive, de leur permettre d'éclater au grand jour. Il faut infliger une défaite sociale à ce gouvernement.

La votation citoyenne, c'est aussi la victoire d'une méthode, celle de l'unité la plus large, celle de l'engagement militant pluraliste sur le terrain.

Il y a mille sujets sur lesquels nous pouvons, nous devons nous battre. Mais puisque c'est sur la menace de privatisation de la poste que les choses se sont nouées, poursuivons, approfondissons. Les porte-flingues de Sarkozy ont senti le danger et se précipitent dans les médias pour dénoncer la légitimité de la votation. Et bien s'ils veulent véritablement connaître l'avis de la population, qu'ils organisent un référendum !

Comme le résultat est largement prévisible, il est évident qu'ils n'en prendront pas le risque. Pire, le président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, vient d'indiquer que le texte permettant la tenue de référendums d'initiative populaire sera discuté d'ici à la fin de la session parlementaire, fin juin 2010, c'est-à-dire... après la réforme de la Poste !

Alors, il faut faire monter la pression d'un cran. Par la grève des postiers, en poursuivant la votation pour faire monter le score du référendum populaire et en organisant une manifestation nationale de tout le monde. Et pourquoi pas porter les bulletins de vote en manif à l'Elysée ?

Olivier Besancenot.

* * *

Leurs morales et la notre.

On parle beaucoup de morale ces temps-ci, à propos de celui qui s'avère le maillon faible du bonapartisme autoritaire d' "ouverture" de Sarkozy, Frédéric Mitterrand, dont la nomination en juin dernier à ce qu'il est convenu d'appeler sous la V° République le "ministère de la Culture" avait laissé le plus grand nombre parfaitement indifférent, tout en agitant beaucoup certains landerneaux en raison du nom de l'impétrant.

Polansky.

Il n'est pas sans intérêt de retracer ce petit film tant sont révélateurs tous les fils qui s'y embrouillent. Le déclencheur de cette vraie-fausse affaire d'État est en effet une initiative étrange de ce qu'il est convenu d'appeler la "justice suisse" : arrêter un beau matin, de manière médiatique et spectaculaire, le cinéaste Roman Polansky, tranquillement domicilié dans cette même Suisse depuis des années, à l'occasion de sa venue à un festival.

Le plus remarquable, avant d'aller plus loin, est l'absence totale de curiosité de ce qu'il est convenu d'appeler "la presse" pour les dessous et les vrais motifs de cette initiative intempestive de la police d'État helvétique, et du choix du moment. Comme si de quelconques Dupond et Dupont cantonaux s'étaient dit un beau matin "ah, je dirai même plus, ce Polansky est sous le coup d'un mandat d'arrêt d'un juge californien depuis trente ans, nous allons sévir". Quoi que la bêtise soit parfois un facteur autonome dans les événements petits et grands de l'histoire, plus particulièrement en matière policière, nul ne peut pourtant croire à une telle fable, nul ne peut croire que la "justice suisse" a agi soudain par une pure illumination matinale, sur le mode "bon sang, mais c'est bien sûr, mettons lui donc la main au collet" !

L'explication réside forcément dans les relations présentes entre l'appareil d'État nord-américain et les banques suisses telles qu'elles résultent de la crise financière qui, contrairement à ce qu'il est à la mode d'entendre ces temps-ci, n'est absolument pas terminée. L'administration US fait pression sur la Suisse pour avoir une vue plus claire des mouvements de capitaux qui s'y effectuent et vise notamment UBS, l'Union des Banques Suisses, l'un des principaux relais mondiaux de la dissémination des "actifs toxiques", dettes non recouvrables et autres. Le rôle financier de la Suisse est en question non seulement envers les États-Unis, mais envers les pays de l'Union Européenne. Pour les gogos, ceux-ci laissent croire qu'ils luttent contre les "paradis fiscaux" mais en réalité leur problème est la fuite de liquidités opérée notamment grâce au trou suisse bien plus abyssal que tous les prétendus "trous de la Sécu" franco-français. Il serait très facile à des gouvernements démocratiques, ayant rompu préalablement avec le capital, d'assécher les dits "paradis fiscaux", mais impossible autrement ! Leur problème est de faire (un peu) cracher la Suisse et ses banquiers au bassin, au moment où pour payer les mêmes banquiers les déficits publics, toujours scandaleux et impossibles quand il s'agit de payer l'école ou l'hôpital, sont démultipliés sans discussion.

Au milieu de tout ça, kidnapper Polansky est une manière de faire du bruit et de la fumée autour d'un "geste fort" en faveur d'une certaine "justice" nord-américaine, et surtout accorder un os à ronger à la droite populiste et antifiscale la plus bornée des États-Unis, les mêmes qui, à la suite de sbires à la Sarah Pallin, dénoncent la "finance",

cosmopolite et amoral. Une diversion : pendant que les chiens vont mordiller cet os, UBS aura le temps de mettre à l'abri quelques comptes et d'effacer les traces de quelques flux.

Inutile de préciser ici que ces déductions ne résultent pas d'une investigation, mais de la simple réflexion logique que tout citoyen pourrait être à même de faire. Mais que "la presse" ne fait pas. Pas plus que, par exemple, elle n'informe sur le rôle de l'institution centrale de soldes des comptes de banque à banque et de stade suprême du blanchiment de l'argent qu'est Clearstream, instrument pourtant des règlements de comptes entre grands crocodiles de la V^o République française ...

Roman Polansky est donc un otage. Rappelons tout de même qui il est aussi. Rescapé du génocide des Juifs par les nazis, sauvé, in extrémis, dans le ghetto de Varsovie, par ses parents, il devient un cinéaste important de la génération 68. Sa première épouse est massacrée par une bande de givrés. Sans doute pas des plus équilibré, il viole en la rendant "consentante" par drogue une jeune fille de 13 ans, en 1977, d'où ses démêles avec un juge californien et son expatriement. Il est reconnu comme un grand cinéaste. Pas question de le faire passer pour un petit saint, cependant, pas question non plus de faire passer pour tels juges américains et policiers suisses. Les obsédés de la contrainte sexuelle qui ont sévi à Abu Ghraib et sévissent sans nul doute encore en bien des endroits, les assassins en robe et en uniforme qui encadrent tribunaux et prisons californiens, n'ont aucune leçon à donner même à un Roman Polansky auteur d'un viol, et même lui pourrait sans doute leur en donner.

Voilà ce que ne disent pas les défenseurs de Polansky issus de l'establishment, puisqu'ils ne peuvent pas le dire étant partie prenante des États, dangers publics n^o1 pour l'intégrité physique et morale de tout un chacun. Ce qui nous ramène à Frédéric Mitterrand, ministre.

Mitterrand.

La réaction d'indignation de F. Mitterrand lors de l'arrestation de R. Polansky nous est totalement étrangère, même si l'on doit combattre pour protéger R. Polansky, comme quiconque, d'un appareil d'État et d'un lobby néo-conservateur qui se moquent comme d'une guigne de préserver les jeunes filles des agressions et ne voient là que prétexte à faire régner leur dictature et à assouvir leurs propres fantasmes punitifs dont la nature est la même que celles des petits et des grands violeurs.

Car sa réaction d'indignation à lui n'est pas fondée sur le sentiment de la justice, mais sur celui de l'appartenance à un même monde, celui du strass et des paillettes ; comme il le dit lui-même, il est "le ministre des artistes", soi-disant artiste lui-même, en somme fou du roi et saltimbanque présidentiel habilité à parler au nom de ces fous et de ces incontinents que sont supposés être "les artistes", ravalés au passage dans la catégorie des gens de télé. Ce pauvre Polansky n'a vraiment pas besoin de défenseurs de ce genre ...

La preuve : ils ont permis au Front national new look et tel qu'en lui-même de ressortir la tête, Marine Le Pen décidant par un choix bien calculé et bien ajusté de taper sur le cas

Mitterrand, et de diamant de la couronne d'en faire le maillon faible du Sarko circus, ce en quoi elle a, constatons-le, parfaitement réussi.

Certes, cette réussite a pu être obtenue sans grande difficulté, tant l'affichage du personnage s'y prêtait : un Monsieur de la Haute nageant dans le fric grâce à son nom, ses relations et ses prestations médiatiques et ayant raconté dans un livre, ou au moins clairement laissé entendre, avoir acheté des "garçons" en Thaïlande, comme touriste sexuel, livre que Mme Le Pen a eu beau jeu de faire connaître aux populations. Ce qui s'appelle offrir sur un plateau à l'extrême droite l'occasion d'un populisme déchainé -jouer sur l'indignation des "petits" contre les "grands"- et d'une homophobie évidente, mais pratiquement invitée à se vautrer dans l'amalgame entre homosexualité et pédophilie.

Sauf que là aussi, la vraie question est : pourquoi maintenant ? Le livre où M. Mitterrand évoque ses aventures, *La mauvaise vie*, semble typique de la mentalité des parasites de haut vol des classes dominantes : ne résistant pas au plaisir d'évoquer leurs aventures glauques mais affichant avec la même ostentation leur repentir après l'acte, ce qui permet aux bien pensants, petits jésuites et autres pisses-vinaigre de saluer sa "sincérité" et son "courage" : n'ayons doute, il aura lui aussi l'extrême onction !

Ses indulgences pour sa place au paradis sont déjà payées au Vatican, fussent-elles l'être en "actifs toxiques" ...

Donc, pourquoi maintenant ? Car le livre est connu du landerneau politique établi, dont fait partie Mme Le Pen, depuis sa parution en 2004. L'attaque survient au moment du procès Clearstream, des déclarations de Juppé contre Sarkozy à propos de ses projets de réforme des collectivités locales, faits qui sont plus que des incidents : ils indiquent la crise rampante du régime et soulignent que, dans les profondeurs de la bourgeoisie comme de l'appareil d'État, l'on n'est toujours pas rassuré sur la capacité réelle de Sarkozy à renforcer la V^e République, à esquiver l'explosion sociale, et encore moins à faire exister "la France dans le monde".

Ces doutes se ravivent précisément au moment où l'UMP semble avoir absorbé toute la droite officielle. Un espace s'ouvre pour le FN : à travers le cas emblématique de M. Mitterrand le petit, c'est encore le tape-à-l'œil et le "bling-bling" présidentiel qui est visé comme vrai maillon faible.

Mais si s'ouvre cet espace, c'est parce que l'opposition de gauche officielle se tait ou approuve. Soyons clairs, Marine Le Pen surfe sur un sentiment populaire légitime, qu'elle pollue par ses intentions politiques et ses gros sous-entendus homophobes : que ces gens de la Haute peuvent tout se permettre alors que rien n'est passé aux gens du peuple.

Sentiment on ne peut plus légitime, parce que c'est vrai.

Ainsi donc, un membre du gouvernement qui nous fait la morale, du gouvernement de l'incarcération, le gouvernement du zéro récidive, le gouvernement qui accuse le peuple de salir la planète et veut le punir par des taxes, carbonés et autres, un gouvernement de truqueurs, de menteurs et de prévaricateurs, explique à qui veut le lire s'être acheté des "garçons", puis vient jouer les vertus outragées en affirmant que bien entendu

seules de mauvaises gens peuvent croire que ceux-ci étaient des enfants (1) et que certes, s'il les a achetés, ce fut une erreur, mais tout de même pas un crime, ni même une faute (un délit ? ... la question ne lui fut pas posée !).

Le même gouvernement qui déclare vouloir *castrer*, oui, castrer, les "criminels sexuels", fait savoir au bas peuple que vraiment, il est bien crapuleux et bien arriéré de penser que l'un de ses ministres aurait grand tort à se faire une réputation de digne écrivain plein de componction ecclésiastique en évoquant ses ébats tarifés chez les pauvres vendus comme marchandises !

Admirons un instant les déclarations de ces messieurs. Dans la catégorie du plus bête et du plus gros, que n'a-t-on pas entendu ! Demandons nous encore à quel moment ce concert s'est déchainé : ce n'est pas, en effet, juste après que Miss Le Pen ait causé -cela, c'était en somme normal, laissons son os à ronger au FN, il a son utilité pour l'ordre établi. C'est quand, timidement, Benoit Hamon, porte-parole officiel du PS et en principe leader de son aile gauche bien peu audible par les temps qui courent, bien qu'elle soit capable de réunir 1500 personnes dans les Landes sans que "la presse" en parle, c'est donc quand Benoit Hamon déclara qu'il était quand même un peu choqué d'apprendre tout ça ...

Alors, ce fut la grosse Bertha : nous revenions *"aux heures les plus sombres de notre histoire"* !

Si, si, on a bien entendu : s'interroger sur la présence dans ce gouvernement sécuritaire et moraliste d'un digne représentant de l'achat de "garçons" plein de repentir convenu tout en assumant voluptueusement son péché, le simple fait de s'interroger nous ramène, voyez-vous, "aux heures les plus sombres de notre histoire" !

Les mêmes vieux singes qui, au garde-à-vous et trémolos dans la voix, le menton rigide dressé contre l'adversité, s'indignent que l'on puisse évoquer les rafles d'enfants s'agissant de leur politique envers les immigrés, les mêmes qui font des procès et veulent incarcérer qui mal y penserait, les mêmes qui, ministres de l'Intérieur, font dans la plaisanterie raciste et s'en tirent en disant que c'était à propos "des Auvergnats" ... ce sont bien les mêmes qui disent en substance que celui qui s'interroge sur le cas du bouffon royal nous ramène au temps de nazis !

Quand au méchant Benoit Hamon, il rétropédala en expliquant après le numéro de vertu télévisuelle outragée de Mitterrand le petit, qu'après tout peut-être le sieur pouvait rester ministre. Julien Dray, qui a au moins le mérite relatif de ne pas s'acheter des "garçons", mais des montres, en profita pour s'indigner que le porte-parole du PS puisse user avec autant de liberté perverse de son droit à la parole. Martine Aubry confirma : l'affaire est close, il ne sera pas dit que le PS pourrait glisser dans une vraie opposition, une vraie dénonciation de ce qu'est ce régime, tel qu'en font l'étalage et s'y vautrent ses représentants.

Bingo, rebondissement ! Des facétieux ont juste après ça remis une pièce dans la machine : on apprend que le fou du roi, quand il était directeur de la Villa Médicis à Rome il y a peu, a apporté un témoignage de moralité -en se prévalant de ses fonctions officielles- en faveur de deux violeurs de ses relations, et le voila qui contre-attaque et annonce qu'il va porter plainte devant tant d'acharnement méchant et mal-intentionné ...

(1) Sur ce point, le texte de son livre indique qu'il ne s'agit en l'occurrence pas d'enfants. "Mon bon monsieur, je n'ai pas acheté d'enfants, juste des jeunes gens !" Ah, c'est sûr, il faut vraiment en être comme "aux heures les plus sombres de notre histoire" pour ne pas s'estimer content !

Ce qui les démange ...

Pendant ce temps, une femme a été assassinée dans une forêt d'Ile-de-France par un malade qui avait auparavant été emprisonné pour viol, et instantanément le gouvernement Sarkozy-Mitterrand (Frédéric) s'est déchainé pour dire qu'il faudrait procéder à la "castration chimique" de ce genre d'individus.

Arrêtons-nous un instant sur ce type de projet. Il comporte un aveu involontaire, il révèle une conception de l'humanité tout à fait inhumaine et il porte une menace grave.

L'aveu involontaire est celui de l'inanité totale des peines d'enfermements pour protéger les personnes, car tel n'est pas leur but dans notre société. Enfermer quelqu'un ne peut se justifier que pour protéger ses victimes possibles. Mais la fiction archaïque selon laquelle la "victime" et la "société" ont besoin que le vilain soit "puni" révèle ici sa nature : le vilain, puni, (le plus souvent en l'enfermant avec d'autres qu'il a ou qui l'ont violenté tout le temps de sa détention) recommence, les mêmes causes, les rapports sociaux fabriquant des criminels, menant aux mêmes effets, la punition ne l'ayant pas guéri, la vraie finalité des institutions punitives n'étant absolument pas de protéger qui que ce soit.

Il révèle involontairement aussi quelle représentation de l'humanité se font les ignorants (sur ce plan) qui nous gouvernent. S'imaginer qu'un acte chimio-chirurgical peut effacer des fantasmes, c'est croire que les désirs ne dépendent que des hormones, c'est faire des humains des machines. Ils n'ont point lu les Mille et une nuits, pour ignorer ce que peut être le désir d'un eunuque ! Tous les spécialistes ont immédiatement souligné que la "castration chimique" n'aurait aucun intérêt pour prévenir des récidives.

Mais il faut aller plus loin : ce qui compte dans les mots "castration chimique" quand le pouvoir sarkozyste les profère, c'est évidemment "castration". Le côté "chimique" de la chose joue ici le même rôle que la fumigation masochiste qu'exhale la mitterrandienne expression "la mauvaise vie" : c'est l'alibi, l'excuse du fantasme de violence et de domination, l'achat de l'extrême onction.

Mais qui exprime un tel fantasme, qu'il partage avec les malades dont il prétend nous protéger ? L'État. Par la bouche des sarkozystes, l'État fait savoir qu'il veut castrer, amputer, oblitérer. Il veut le faire en nous forçant à applaudir ses bonnes intentions, en dénonçant comme "nous ramenant aux heures les plus sombres de notre histoire" ceux qui protesteraient.

Il y pense. Ceci ne diminuera en rien la violence de certains malades sexuels, mais constitue une menace pour tous : l'État, aujourd'hui, comme on devrait l'avoir compris depuis Abu Ghraib, tend à revenir ouvertement sur le principe de l'Habeas corpus,

proclamé au XVII^e siècle pour protéger les individus.

Dernière leçon de choses.

Ceci dit, ils ne font pas ça parce qu'ils sont "méchants", mais parce que les intérêts qu'ils défendent et la logique qu'ils veulent imposer n'ont plus rien à voir avec les besoins humains. C'est la logique de l'auto-valorisation sans fin de la valeur, de l'accumulation du capital, du profit. Concluons ces remarques sur la morale dominante par une dernière leçon de choses que ces messieurs nous ont offerte ces derniers jours, en un autre domaine.

On se rappelle la loi Hadopi, dont l'un des preux troubadours, comme il se doit, est encore Mitterrand Frédéric. Interdire la gratuité dans l'accès aux œuvres, tel est son but, en réprimant ce qui se fait déjà. Hé bien, un tout autre argument, qui logiquement devrait conduire à abroger immédiatement la loi Hadopi, est invoqué par les mêmes pour légaliser ce qui était jusque là interdit : les jeux d'argent chez soi sur Internet. Puisque ça "se fait déjà", la loi doit évoluer, disent-ils. Il est vrai que le lobby du jeu était au gouvernement, jusqu'en juin dernier, avec le sieur Laporte.

D'un côté, on interdit, parce que les gens pourraient avoir un accès gratuit aux œuvres, de l'autre, on autorise, parce que les revenus des gens peuvent être pompés. Voilà qui résume tout. Pas la peine d'en dire plus.

V.P.

* * * * *

Dans toute l'Europe, une même tendance.

En apparence les résultats des élections en Allemagne, d'une part, au Portugal et en Grèce, d'autre part, se contredisent, car le vaincu est le SPD (parti socialiste) dans le premier cas alors qu'il est vainqueur dans les deux autres.

Mais en fait, la tendance est la même : le rejet des politiques en place. En **Allemagne**, ce n'est pas que le SPD, mais c'est aussi la démocratie-chrétienne, qui fait son plus mauvais score historique, seul Die Linke progressant sérieusement, bien que son leader Oscar Lafontaine déclare vouloir seulement faire pression pour maintenir ou rétablir un peu d' "État providence", et non pas unir tout le salariat d'Allemagne en s'adressant notamment au SPD pour imposer une politique pleinement démocratique, rompant avec les intérêts capitalistes.

Au **Portugal**, le PS au pouvoir se maintient mais recule, la droite recule aussi et l'extrême gauche fait un bond.

En **Grèce**, la déferlante n'est pas en faveur du PASOK (le PS grec), mais en défaveur du parti de droite jusque là au pouvoir, la Nouvelle démocratie, ce qui profite du coup au PASOK. C'est l'effet électoral de la vague révolutionnaire de la jeunesse qui a inauguré une période nouvelle avec les luttes de décembre 2008.

Dans le même temps, **le second référendum irlandais** sur le traité de Lisbonne,

dernière mouture du "traité constitutionnel européen", vient opportunément souligner que rien ne sera joué tant qu'une représentation politique démocratique réelle des travailleurs n'aura pas pris le relais des forces actuellement existantes. Comme on le sait, en matière prétendument "européenne", on vote jusqu'à ce qu'on ait dit Oui (Danemark, Irlande) ou, bien qu'on ait dit Non, on se voit refiler la même camelote (France).

Menacés ouvertement de licenciements en masse par le retrait des capitaux, l'Église catholique s'engageant cette fois-ci pour le Oui car ayant obtenu le maintien de l'interdiction de l'avortement, le vote réactionnaire plus le vote de la peur se sont ajoutés et ont conduit à une victoire effective du Oui en Irlande, un Oui non pas à "l'Europe", mais à sa contrefaçon capitaliste : c'est une défaite de la démocratie.

Selon que le peuple est éclairé et organisé ou non, le suffrage universel est une arme de domination ou d'émancipation.

* * * *

Marek Edelman.

Marek Edelman (1919-2009) était un monument historique individuel, porteur des combats qu'il avait menés : dernier survivant des combattants juifs du ghetto de Varsovie insurgé en 1943 contre les nazis, opposant de toujours à la politique de l'État israélien, représentant de la nation yiddish d'Europe centrale et orientale, héritier de la tradition socialiste yiddish et adversaire du régime stalinien, qui l'a interné en 1981 pour sa participation à *Solidarnosc* qui était alors l'organisation de toute la classe ouvrière de Pologne, et enfin critique des réformes néolibérales imposées après 1989.

Avec lui part le dernier grand représentant d'un morceau essentiel de notre histoire à tous, les opprimés et les exploités, celui du combat du **Bund**, le parti social-démocrate révolutionnaire yiddish, détruit par Hitler, Staline et Ben Gourion.

Il fait partie de celles et de ceux pour lesquels on a vraiment envie de dire : "chapeau bas et poing levé".

* * * *

Un lecteur nous fait remarquer que nous avons fait l'éloge de Lin Xiling (voir dernière lettre, N°75) mais que celle-ci aurait fini, pour le moins, en tenant des discours religieux tenant du catholicisme et de la secte taoïste de masse Falun Gong.

C'est très possible. Mais une femme combattante pour la liberté, même devenue un peu superstitieuse et traditionaliste à la fin de sa vie, et sincère, vaudra toujours mieux que des chefs "communistes" qui font suer aux ouvriers et paysans chinois une part essentielle de la plus-value capitaliste mondiale : la communiste, c'est elle !



Militant

Devenez correspondant(e) / diffuseur de Militant dans votre ville ou votre secteur professionnel :

Adressez un chèque de 20 € à l'ordre d'APE à : Militant, 18 rue Victor Massé 75009 Paris.

Comité de rédaction élu à l'AG du 6 juin 2009 :

Eric AUGNET (Syndicaliste CFDT -14), Fathia « Nadia » BENAMAR (militante pour le droit au logement Paris 18ème), Sylvie BONNIN (syndicaliste FO - 03), Raymond DEBOR (militant du PS - Paris 3e), Olivier DELBEKE (syndicaliste CGT - 94), François FERRETTE (militant communiste et syndicaliste SNASUB-FSU - Alençon), Franck MARSAL (militant PCF - 59), Houaria MOUALEK (militante pour le droit au logement - Paris 18ème), Vincent PRESUMEY (militant PS et syndicaliste FSU - 03), Farida SAIDOUNI (militante pour le droit au logement - Paris 18ème), Yves THEIS (conseiller municipal PCF, syndicaliste CGT - Cosnes d'Allier), Kamel ZORGUI (ouvrier sans-papiers - 95).

Pour soutenir et élargir la diffusion de Militant-la Lettre de liaison : Faîtes circuler notre bulletin ! Abonnez-vous à notre liste de diffusion !

<http://www.le-militant.org/>